

Mercredi 16 juillet 1997

MÉMO URGENT
de **ALAIN LIPIETZ** pour **DOMINIQUE VOYNET**
sur les
NÉGOCIATIONS EUROPÉENNES

I. RAPPEL et COMMENTAIRES

Pendant la 1^{er} quinzaine de son gouvernement, Lionel Jospin (et DSK) s'est focalisé sur le "pacte de stabilité" à adopter à Amsterdam. Or ce débat (en fait sans conséquences immédiates : le pacte vaut pour après 2001) se télescopait avec celui de l'adoption des maigres résultats de la CIG, à adopter aussi à Amsterdam. Pendant ce temps-là se poursuivait, sans débat à Amsterdam, le compte à rebours de la monnaie unique.

L'offensive de L.J. et DSK a d'abord attiré un soutien passif de beaucoup d'autres gouvernements. Sur le conseil de Delors, L.J. a proposé à Köhl (à Poitiers) d'accepter le pacte de stabilité et le résultat de la CIG en échange d'un "volet social", à base de relance de l'emploi en Europe par la dépense intergouvernementale (grands travaux). Kohl a refusé, et tous les alliés potentiels de la France aussi. Finalement la France a tout signé à Amsterdam, en échange d'un sommet pour l'emploi à Luxembourg en octobre.

Cet échec est dû à "l'archaïsme keynésien" de la proposition française et à son inopportunité. L'Allemagne fait *déjà* de la dépense publique à haute dose dans ses lander de l'Est ; les autres partenaires cherchent à se désendetter (à cause de Maastricht et pas seulement). La seule proposition valable aurait été une coordination des relances salariales en Europe, par une hausse coordonnée du SMIC horaire et une baisse du temps de travail. Or la coordination des politiques salariales en Europe était exclue par Maastricht, confirmée par la CIG. Celle-ci, outre l'exclusion de la coordination, et plus généralement de tout ce qui rapprocherait l'Europe d'institutions fédérales, implique essentiellement l'intégration de Schengen dans le Traité, avec en plus une autonomie totale de l'Europol par rapport à la Justice (ce qui avait fait tiquer E. Guigou, si j'ai bien compris). Pour toutes ces raisons, le GVPE et les Verts dans la plupart des pays (français compris, je l'espère!) voteront contre la ratification du traité d'Amsterdam.

Quant à Maastricht, l'Allemagne ne peut satisfaire ses critères, sauf passe-passe. Kohl et Waigel sont allés, en mai, jusqu'à un affrontement avec la Bundesbank pour réévaluer ses réserves et confisquer la plus-value. La droite nationaliste allemande est pour *retarder* et s'en tenir strictement à "3,0 %" (même cela ne suffirait pas, car l'Allemagne viole aussi le critère de 60% du PIB). Ce choix traduit pour les uns un dogmatisme monétariste, pour d'autres un refus de l'Euro. N'en déplaise à Cohn-Bendit, Kohl vient de se rallier à cette position "impérialiste allemande" (il a de temps en temps cette tentation : cf. l'affaire des "territoires de l'Est" = Poméranie en 1989).

Les partenaires d'Europe du Sud sont pour la monnaie tout de suite, sans les critères. Les keynésiens français (Muet, Fitousi) qui entourent L. Jospin aussi.

Et finalement, moi aussi. La critique des Verts portait en effet essentiellement :

* sur le **rythme excessif** de désendettement imposé par les critères (mais nous sommes contre l'endettement systématique) ;

* sur la **nature finale de la monnaie**: contrôlée par les autorités élues, politique de la parité pas trop forte.¹

L'accord Verts-PS correspondait à ces choix profonds (de L.J. et de nous). Kohl aurait pu s'y rallier, hors élections (cf son affrontement avec la Bundesbank).

MES PROPOSITIONS.

1. Ne pas ratifier Amsterdam, en prenant pour prétexte l'ingouvernabilité de ce truc en cas d'élargissement à de nouveaux pays; c'est la position de Delors qui s'est déclaré contre Amsterdam (pas seulement parce qu'il fait la gueule : il était déjà au fond contre Maastricht parce que pas assez fédératif).

2. Affirmer la volonté de l'Euro en 98, en assouplissant les critères, tout en donnant des gages de volonté d'assainir les finances. Viser les 3,3 % de déficit annuel, souligner que le stock de la dette française est à 58 % (en dessous des 60%, contrairement à l'Allemagne).

3. Reprendre les conditions Verts-PS : l'Italie et l'Espagne dans la première fournée ("Euro faible"), exiger un certain contrôle des instances élues. L'idéal serait de transposer à l'Europe la doctrine de Blair pour la livre sterling : la Commission Européenne et le PE fixent une ligne à la Banque Centrale Européenne, et lui laissent l'autonomie la plus large possible pour l'appliquer.

4. Pour la Conférence sur l'Emploi de Luxembourg, laisser tomber l'idée de relance par déficit gouvernemental (c'est bien assez d'assouplir les critères nationaux) et tout biller sur la coordination des politiques salariales et des temps de travail en Europe. Cela peut passer si :

- cette coordination est attribuée au PE (et non à la Commission) : vieille exigence démocratique de l'Europe du Nord;

- elle est présentée comme "harmonisation de la concurrence" (contre le dumping social) ;

- l'offensive de Blair pour la "flexibilité" est détournée vers la "flexibilité interne" : la polyvalence et la formation professionnelle des salariés ;

- surtout, elle est précédée d'un intense lobbying auprès de la Social-Démocratie, des Verts, et des syndicats d'Europe.

A

¹ Autrement dit, le couple "délais / critères" est remplacé, par nous, par le PS, et dans tout le débat actuel (en France) par le couple "interprétation en tendance / conditionnement".

* Il n'est pas absurde de viser une oscillation du déficit entre 0 et 3 % (pacte de stabilité), il est absurde de vouloir tous redescendre en dessous de 3 % à court terme et en même temps .

* La question n'est pas " L'Euro, quand ?" mais "Quel Euro ?". Nous serions tout de suite pour un "bon euro" (au service de la solidarité et du développement soutenable). Nous serons toujours contre un Euro géré par les seuls banquiers.

* les Verts ont adopté l'idée d'une "monnaie commune" coexistant pendant un certain temps avec les monnaies nationales qui ne pourraient ou ne voudraient pas rigidifier tout de suite leur parité. C'est aussi la position du PC. Mais j'ai constaté (et sans doute le PCF aussi) que ça ne marche pas auprès des travailleurs des secteurs ~~des secteurs~~ (automobile, agriculture...) menacés par les dévaluations de combat des autres (lire, peseta). Donc autant se battre pour une "bonne monnaie unique tout de suite". Je me fais fort de faire accepter ça par les Verts (et peut-être même le PCF !)